

Le parti des solidarités concrètes (p. 3)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Jacques Chabalié - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourriérec - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA. info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA

Dépasser le capitalisme, la révolution aujourd'hui



**Samedi, 4 novembre, 17 h,
Espace Niemeyer,
place du Colonel-Fabien**

**Allocution
de Pierre Laurent,
secrétaire national
du PCF,
en clôture
de l'exposition
1917/2017**

**En direct sur
le Facebook du PCF**



SERVEZ-VOUS

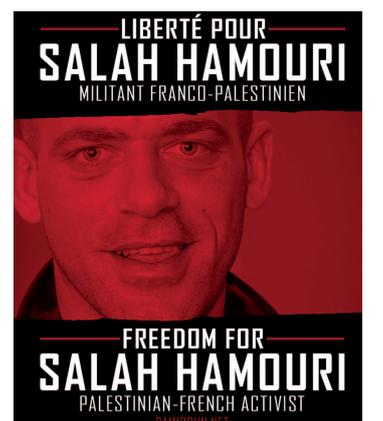


**Journée d'action
interprofessionnelle
contre la politique
libérale de Macron**

16 NOVEMBRE

**A l'initiative
des syndicats
CGT, FO, Solidaires,
UNEF, UNL, FIDL**

**Le PCF appelle à
la réussite
de cette mobilisation**





CHATEAUBRIANT

76^e cérémonie en hommage aux 27 fusillés par les nazis le 22 octobre 1941. Une couronne a été déposée au nom du Conseil national.



BAS-RHIN

Atelier législatif avec la sénatrice communiste Laurence Cohen et Hülyya Turan, responsable départementale.



VENEZUELA

Du 27 au 31 octobre, les camarades du Mouvement jeunes communistes de France ont eu le plaisir de recevoir leurs homologues de la Jeunesse communiste du Venezuela. L'occasion pour eux d'échanger, de leur faire rencontrer différentes organisations de jeunesse et d'envisager des perspectives de travail commun.

Effort collectif d'animation



Il est à moins de 20 jours de l'assemblée nationale des animateurs et animatrices de section qui se déroulera le 18 novembre, Cité des sciences et de l'industrie à Paris. Les retours de la consultation, qui permet de recueillir l'avis d'un grand nombre de communistes sur les thèmes, la méthode et la date du congrès extraordinaire du PCF, constitueront une des données essentielles pour permettre à cette assemblée de travailler, débattre et déterminer les chantiers, la date et le cheminement vers ce congrès. Les comptes rendus d'AG et des débats thématiques sont également pris en compte, la réflexion collective et individuelle se complétant. Aussi, tous les efforts des animateurs et animatrices, dans ces dernières semaines de consultation, alors que beaucoup de choses ont été mises en place pour qu'un maximum de communistes aient la possibilité de s'exprimer, est de continuer à faire connaître les objectifs de la démarche, de multiplier les contacts, de les élargir encore vers les camarades plus éloignés de l'organisation. Et par ailleurs, il s'agit aussi de veiller à ce que les consultations papiers arrivent régulièrement pour être saisies et analysées, ainsi que les comptes rendus de réunions pour être synthétisés. ✪



AISNE - Château-Thierry

Rencontre citoyenne dans le quartier populaire des Vaucrises autour d'un « thé ou café ». Durant deux heures les militants ont pu discuter avec des habitants du quartier. Très bon accueil, en particulier des commerçants qui ont prêté des chaises et partagé un café. Les logements, les loyers, le chômage, le handicap ont été les thèmes des discussions. Près de 1 000 tracts distribués pour préparer cette rencontre qui s'est terminée par une adhésion et des contacts à suivre dans les prochaines semaines.

Être LE parti des solidarités concrètes

La solidarité concrète, c'est du communisme en actes, avance Thierry Aury, membre de la direction du PCF.



"Travailleurs détachés : un accord perlimpinpin"

Le gouvernement et la bulle médiatique chantent en chœur l'exploit d'Emmanuel Macron revenant avec la « victoire » du dernier sommet européen. Mais sur le dossier crucial des travailleurs détachés, comme souvent sur le terrain européen, le Président parle beaucoup mais ne change rien. C'est un accord perlimpinpin. Les mesures négociées ne permettront pas de « protéger » les salariés, qu'ils soient français ou étrangers. L'application des lois du pays d'accueil est affirmée, mais pas celle des conventions collectives. L'accord ne traite pas du lieu principal du dumping social : les cotisations sociales. Aucun moyen nouveau n'est prévu pour lutter contre les abus. Les routiers, très exposés, ont été exclus des discussions. La limite à 12 mois du contrat du travailleur détaché ne tient pas compte de la réalité : en moyenne, ces contrats sont de 33 jours en France. Rien n'oblige les employeurs à limiter leur nombre. La seule conséquence possible est un turn-over accru. On est loin de la « première victoire de la refondation de l'Europe » dont a parlé Muriel Pénicaud. [...]

Anne Sabourin

Communistes POURQUOI POSER CETTE QUESTION AUJOURD'HUI ?

THIERRY AURY : La question des solidarités concrètes n'est pas déconnectée du débat général que nous avons sur notre projet, notre démarche, le parti que nous voulons. Nous avons d'ailleurs consacré un paragraphe sur ce sujet dans le relevé de décisions sur les « transformations du Parti » dans le document du 37^e Congrès.

Communistes OÙ EN SOMMES-NOUS ?

T. A. : De nombreuses initiatives, petites ou grandes, existent, organisées par des fédérations, des sections, des militants. Nous avons commencé à les recenser pour mieux les valoriser ; mais l'année écoulée, dominée par les échéances électorales, n'a pas permis d'avancer comme nous le souhaitons sur cet enjeu. Nous pourrions donc nous donner l'objectif que l'année qui vient permette de multiplier les initiatives et les expérimentations, et d'alimenter ainsi le débat des communistes sur le sens politique que nous donnons à ces actions afin d'en faire un identifiant fort de notre parti sur le plan national. Nous avons besoin, tout à la fois, de mener une formidable bataille d'idées pour porter d'une manière visible et populaire ce que sont les réponses communistes aux défis de notre époque et, en même temps, faire vivre concrètement le communisme par des actes qui modifient dès maintenant la réalité, permettent des prises de conscience et entraînent des femmes et des hommes à rejoindre notre combat pour l'émancipation humaine. Le communisme en idées et en actes, c'est le sens profond de nos initiatives de solidarité concrète et de fraternité. À un moment où la classe dominante fait tout pour diviser ceux qui sont dominés, exploités, aliénés, fait tout pour alimenter la résignation, le repli sur soi, l'acceptation des régressions sociales, et où tant de gens ont l'impression d'être « abandonnés », méprisés, oubliés, les initiatives de solidarité concrète cultivent au contraire la solidarité. Elles créent ou renforcent des liens entre habitants d'un même quartier, d'une même commune, encouragent l'idée d'action collective, de luttes communes pour faire changer les choses ; elles diffusent des moments de bonheur et redonnent de l'espoir, moteur indispensable de l'action pour la transformation sociale ; elles font vivre concrètement notre beau mot d'ordre de « l'humain d'abord ».

Communistes LA SOLIDARITÉ CONCRÈTE, C'EST AUSSI FAIRE DE LA POLITIQUE AUTREMENT ?

T. A. : Oui, ces initiatives deviennent des moments où l'on discute, échange, parle concrètement d'autres actions possibles ; où l'on découvre que « tous les partis ne sont pas à mettre dans le même sac », que « la politique », ce n'est pas que « les affaires, les magouilles, les promesses non tenues », mais que pour les communistes, la politique c'est agir concrètement pour faire changer, ensemble, les choses dans le bon sens. Du coup, si nous maintenons le lien dans la durée avec celles et ceux qui participent à ces actions, ce sont des portes qui s'ouvrent, en particulier dans les classes populaires, pour d'autres actions, sur d'autres questions, et tout simplement pour l'engagement dans notre parti. C'est pourquoi nous voudrions recenser tout ce qui se fait déjà, afin de mieux valoriser, mutualiser ces actions, mais surtout afin de les démultiplier, les rendre visibles et identifiées nationalement comme une dimension forte de notre parti, de l'action des communistes. C'est le sens du petit document de recensement que nous allons remettre à chaque fédération et que nous vous demandons de remplir.

Communistes PLUS CONCRÈTEMENT ENCORE ?

T. A. : Ces actions vont permettre d'alimenter cette « plateforme d'échanges » dont nous parlions dans le relevé de décisions du 37^e Congrès, avec des exemples d'actions, des fiches pratiques, des contacts de militants « ressources » sur telle ou telle action, qui soit un outil pour inciter les communistes, les organisations du Parti à développer de telles initiatives. Le 18 novembre pourrait aussi être un rendez-vous de ce recensement national et un temps pourrait être consacré à cette question. Et nous pourrions nous donner, pour 2018, des objectifs nationaux du Parti, en lien avec les fédérations, sections et le réseau national des solidarités concrètes, sur plusieurs types d'initiatives, afin de donner le maximum de retentissement public, médiatique, de visibilité nationale et de sens politique à ces initiatives pour que le PCF soit identifié comme « LE » parti des solidarités concrètes, un parti d'actions au plus près des préoccupations concrètes des classes populaires pour transformer les choses dès maintenant. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff

PLANÈTE

QUE FAIT LA FRANCE AU SAHEL ?

Guerre contre le terrorisme ou tentative de reconquête coloniale ?



Quatre années après l'intervention militaire française au Mali, le bilan est loin d'être satisfaisant. Si, en 2013, de nombreuses voix avaient salué la déroute des djihadistes, aujourd'hui elles s'interrogent sur les raisons profondes d'une guerre sans fin qui déchire le pays. Si, en 2013, la violence était confinée au Nord du Mali, aujourd'hui elle a embrasé le centre, le sud et jusqu'à la capitale Bamako. Si les attaques terroristes y sont légion presque quotidiennement, elles touchent aussi largement les pays voisins : Niger, Burkina Faso et Côte d'Ivoire. Loin de reculer, cette violence s'est généralisée à tout le Sahel. Serval a cédé le pas à Barkhane impliquant le Tchad. Face aux nouveaux défis, la réponse a été la création, sous inspiration française, du G5 regroupant les armées du Mali, du Burkina Faso, du Niger, du Tchad et de la Mauritanie. L'Algérie, pièce maîtresse de tout dispositif sécuritaire conséquent dans la sous-région, n'en fait pas partie. Serait-elle un obstacle aux appétits français de domination de la zone sahélienne ? Présenté comme le nouveau bouclier antidjihadiste, le G5 ne fait plus illusion, n'innovant en rien par rapport aux stratégies mises en place depuis Serval. Le même aveuglement persiste quant aux causes profondes endogènes et exogènes de la violence au Sahel. Les convoitises minières, géopoliti-

tiques et géostratégiques sont ensevelies sous les discours lénifiants contre le djihadisme et le terrorisme. Le manteau religieux cache les véritables enjeux économiques et financiers d'une guerre de prédation coloniale qui ne dit pas son nom. Le Sahel est ainsi devenu un immense champ de bataille où s'affrontent des visées impérialistes occidentales et arabo-salafistes. Dans le cas spécifique du Mali, les agendas se précisent en vue d'une partition de fait du pays à travers des réformes

"Construire la paix en allant vers un dialogue national"

politiques et institutionnelles imposées de l'extérieur. Mais une nouvelle donne a surgi : la prise de conscience d'une jeunesse déterminée à se faire entendre et non prise en compte dans l'équation décidée par-dessus la tête des populations. Nombreuses sont aujourd'hui les voix dénonçant le comportement de l'armée française sur le terrain et sa complicité avec les groupes armés et réclamant de vive voix le départ des troupes étrangères. Les populations veulent avant tout construire la paix en allant vers un dialogue national inclusif pour faire émerger un

pays nouveau, sans ingérence extérieure. Et cela est possible si l'économie souterraine du narcotraffic gangrenant la sous-région est combattue efficacement. Pour construire la paix, il est indispensable de procéder à un désarmement général de tous les groupes armés. Aucune solution imposée du dehors ne saurait construire la paix au Mali et au Sahel. La solution militaire a atteint ses limites. Il est déraisonnable de continuer à imposer un ordre politique, économique, institutionnel favorable aux seuls intérêts des grandes puissances et des multinationales. L'OTAN doit arrêter ses expéditions guerrières dans le monde. L'intervention militaire en Libye, sous la férule de Nicolas Sarkozy, pour de sombres desseins et en outrepassant les résolutions des Nations unies, porte la genèse de la déstabilisation de l'Afrique sub-saharienne, dont le Mali. Aujourd'hui, la France peut et doit changer de politique en mettant un terme à ses interventions militaires extérieures et procéder à la fermeture de ses bases militaires surtout en Afrique. Construire un monde de paix est possible en respectant la souveraineté des peuples. Au Mali et à l'Afrique d'assumer pleinement leur destin en toute indépendance ! ✪

Pr Issa N'Diaye
Forum Civique Mali

Le commun : une approche politique prometteuse ?

Le texte ci-dessous est extrait d'une note de travail d'Alain Obadia, préparée dans le cadre du collectif national « Idées » du PCF, piloté par Marc Brynhole. L'intégralité de ce texte sera publiée dans les deux prochains numéros de la revue *Cause commune*.



Depuis plusieurs années, le thème des communs est monté en puissance dans le débat d'idées et dans le champ politique. Dans la dernière période, les articles, les conférences et les colloques se multiplient sur le sujet, illustrant ainsi son impact grandissant. N'oublions pas que la notion de « communs » remonte très loin dans l'histoire des sociétés humaines (cf. les « Commons » dans les campagnes de l'Angleterre féodale, ou encore le droit de « vaine pâture » pour les paysans non propriétaires dans la société médiévale en France...). Rappelons qu'elle a quasiment disparu pendant une longue durée, victime de la dynamique de développement capitaliste (cf. Mouvement des « enclosures » dans l'Angleterre de la fin du XVI^e siècle et du début du XVII^e siècle). Dans la période contemporaine, elle a été replacée dans l'actualité par l'attribution, en 2009, du prix Nobel d'économie à l'économiste et politologue américaine Elinor Ostrom pour ses travaux sur les modes de gestion de ressources communes par des communautés réelles à travers le monde. Puis, d'autres ouvrages importants ont été publiés. On peut citer notamment ceux de Toni Negri et Michael Hardt¹, de Pierre Dardot et Christian Laval² ou encore l'ouvrage collectif dirigé par Benjamin Coriat³. Il est bien clair que la réémergence de ce sujet dans les conditions d'aujourd'hui ne peut s'assimiler à la revendication d'un retour à des situations historiques antérieures bien éloignées des enjeux de la période que nous vivons.

En effet, l'ancrage de cette thématique provient surtout des multiples mobilisations et pratiques alternatives qui s'en revendiquent dans de nombreux domaines et partout dans le monde. Elle ne se limite donc pas à une simple création conceptuelle. Elle correspond à une aspiration et à une vision du vivre ensemble qui travaille en profondeur la société. C'est en cela qu'elle constitue une approche politique. Ces aspirations, ces mobilisations, cette vision renouvelée du vivre ensemble correspondent au caractère de plus en plus prégnant d'enjeux majeurs pour notre avenir. Elles témoignent d'abord d'une lourde contradiction. Le capitalisme se révèle de plus en plus incapable d'apporter des réponses pertinentes en termes de progrès humain durable aux défis essentiels posés aujourd'hui à l'humanité. Aucun d'entre eux ne peut trouver de solution dans la concurrence pour la captation du profit érigée en principe cardinal. Et pourtant, faute d'alternative considérée comme crédible, ce même capitalisme semble aujourd'hui plus fort qu'il ne l'a jamais été. Qui plus est, il conduit des offensives visant à ancrer encore plus profondément sa domination. On peut mentionner par exemple les attaques systématisées contre les droits démocratiques (au nom de l'idéologie « post-démocratique ») l'utilisation des peurs et des idéologies nationalistes racistes et xénophobes nourries par la crise elle-même et renforcées par les menées terroristes du djihadisme, ou encore le développement des impasses populistes.

La recherche d'alternatives et même la recherche de sens sont donc cruciales. Face au verrouillage de la situation, elles s'appuient sur des réalités nouvelles particulièrement sensibles auxquelles le système en crise profonde ne peut apporter de réponses satisfaisantes.

Des réalités nouvelles particulièrement prégnantes

Avec le niveau contemporain de productivité du travail - dont la progression est constitutive de l'histoire humaine - jamais

n'ont existé autant de moyens d'agir sur le milieu de vie des êtres humains et sur les êtres humains eux-mêmes. Mais cette action peut engendrer le meilleur comme le pire. Pour affronter cette situation sans précédent, l'humanité a besoin de se libérer de la séparation des rôles entre la minorité qui décide à son profit et la majorité astreinte à obéir à ses directives ; séparation aussi ancienne que l'exploitation de l'homme par l'homme et que l'émergence des rapports de classe faisant corps avec cette exploitation. Sans prétendre à l'exhaustivité, notons les liens de cette réalité fondamentale avec les transformations profondes que connaît le travail dont la composante intellectuelle devient prédominante et qui ne peut désormais être que collaboratif si nous voulons qu'il exprime toutes ses potentialités. Notons également que les technologies numériques démultiplient les besoins et les possibilités de partages. Les communs numériques constituent une réalité structurante de notre époque. Ils appellent de nouveaux modes de gestion coopératifs et participatifs.

Plus largement encore, même si l'idéologie du capitalisme libéral persiste à magnifier le paradigme de la concurrence comme à cultiver l'individualisme et le chacun pour soi, la vie réelle démontre chaque jour l'inanité de cette approche. Les défis écologiques impliquent des réponses communes. La transformation en profondeur des modèles de consommation et de production oblige à réfuter les logiques de moins disant social et environnemental ou encore l'illusion qu'on peut tirer son épingle du jeu seul contre tous. Malgré la ségrégation urbaine, les villes sont de plus en plus productrices de communs.

Dans ces différents domaines, des pratiques nouvelles voient le jour. Dans la sphère de l'écologie ou dans celle de l'économie sociale et solidaire, notamment, elles permettent d'apporter des réponses concrètes, effectives, « à portée d'action ». Plus largement, de multiples luttes ou mobilisations relèvent de la même volonté et de la même logique.

Droit d'usage partagé et droit de propriété

Car dans le monde en devenir, de plus en plus de biens, de services ou plus globalement d'activités humaines voient leur utilité et leurs bienfaits entravés voire saccagés s'ils subissent les règles de l'appropriation. Leurs potentialités de développement émancipateur ne peuvent s'exprimer que si le droit à leur usage partagé est pleinement reconnu. Cette remarque porte loin. Elle signifie que des biens, des services ou des activités sont déclarés comme n'appartenant à personne, comme étant « inappropriables ». Cela ne signifie pas qu'ils sont en déshérence. Cela signifie en revanche qu'ils sont gérés (ou « gouvernés ») de telle manière que leur usage (l'« Usus » du droit romain) est partagé selon des règles définies en commun mais que personne ne détient l'« Abusus », c'est-à-dire le droit de vendre ou de donner, de démanteler ou de détruire. Ces derniers éléments sont des caractéristiques essentielles du droit de propriété qui est ainsi remis radicalement en cause. La gestion des communs obéit ainsi à une logique alternative : celle du partage du droit d'usage et du maintien en bon état (voire du développement ou de l'amélioration) pour les générations futures.✚

1. Michael Hardt, Antonio Negri, *Commonwealth*, Gallimard, 2014, 624 p.
2. Pierre Dardot et Christian Laval, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2014. 593 p.
3. Benjamin Coriat (dir.), 2015, *Le retour des communs : la crise de l'idéologie propriétaire*, Paris, Les Liens qui libèrent, 297 p.

Apoplexie

Trump est content. La Bourse américaine, dit-il, a gagné depuis son élection, soit en moins d'un an, 5 200 milliards de dollars. C'est grosso modo l'équivalent de toutes les épargnes financières des Français. L'euphorie du septuagénaire new yorkais fait penser à ces bâfreurs qui s'empiffrent « à s'en faire péter la sous-ventrière », comme on disait autrefois. Il frise le krach, l'Américain, et il rigole. Il devrait relire Zola (*L'Argent*, 1891) : « Toutes les valeurs avaient monté, les moins solides trouvaient des crédules, une pléthore d'affaires véreuses gonflait le marché, le congestionnait jusqu'à l'apoplexie. »✚

Gérard Streiff



DÉPASSER LE CAPITALISME, LA RÉVOLUTION AUJOURD'HUI

3 NOVEMBRE

• 17h-19h / Table-ronde 1 : « Europe et mondialisation : pour une maîtrise solidaire des interdépendances » Avec Etienne Balibar (philosophe), Bertrand Badie (professeur des universités - CERI), Francis Wurtz (député honoraire PCF-Front de gauche au Parlement européen) animée par Anne Sabourin, responsable Europe du PCF
• 19h30-21h30 / Table-ronde 2 : « Les nouveaux terrains des révolutions : écologie, numérique, nouveaux modes de production et d'échange » Avec Frédéric Boccara (économiste), Pierre-Henri Gouyon (biologiste), Bernard Stiegler (philosophe) animée par Yann Le Polotec, responsable Révolution du numérique du PCF

4 NOVEMBRE

• 11h-13h / Table-ronde : « La femme est l'avenir de l'homme » Avec Mouna Mathari (chargée de l'organisation à la direction nationale du parti AI Qotb, coalition du Front Populaire en Tunisie), Laurence Cohen (sénatrice et responsable nationale de la Commission du PCF Droits des Femmes), Lillian Halls-French (coprésidente de l'initiative euro-méditerranéenne IFE-EFI), animée par Hugo Pompougnac
• 14h-16h / Table-ronde : « Avec Marx, libérer le travail et se libérer du travail » Avec Yann Le Lann (sociologue), Catherine Mills (économiste), Dimitri Uzunidis (économiste) animée par Sébastien Crépel, journaliste à l'Humanité
• 16h15-17h : Coup de projecteur sur la Grande Edition Marx-Engels (GEME) Avec Richard Lagache, animateur des Editions sociales, et Louise Gaxie, rédactrice-en-chef de SILO-Agora des pensées critiques (sillogora.org)
• 17h - intervention de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF
• 18h-18h30 Athaya Mokhonzi lit Ma découverte de l'Amérique de Vladimir Maïakovski

SOUSCRIPTION

Je verse : euros

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.